

et l'Autriche – des accords de fourniture d'armement. Nous l'avons tenté à plusieurs reprises. Les exigences sont différentes, notamment en matière de chars entre ce que veut l'armée suédoise, obligée de manœuvrer très rapidement sur d'immenses espaces et n'ayant pas en face d'elle le risque d'une attaque massive de blindés, et notre situation particulière.

Dès lors, nous nous tournons vers les puissances qui nous sont proches et qui se trouvent être celles de l'OTAN. Ce sont peut-être les Français d'ailleurs qui n'y sont pas étroitement engagés. Nous n'avons pas reçu d'offre pour le moment quant à la fourniture d'un T-72; elle viendra peut-être et nous l'examinerons avec attention.

Je dirai à M. Wellauer que nous ne pouvions pas, nous ne pourrions pas simultanément, pour des raisons compréhensibles, pousser l'évaluation de notre char suisse, nous engager dans le développement de ce char, et traiter avec des partenaires américains, français ou allemands. Ces partenaires – on nous l'a fait savoir – ne l'auraient pas admis. Ou nous traitons avec des fournisseurs ou nous fabriquons nous-mêmes; mais nous ne pouvons étudier très à fond une arme que l'on voudrait nous vendre et préparer en même temps la nôtre. Cette modalité était impossible. Je dirai à M. Wellauer que la concurrence subsiste, très ouverte, en tout cas entre Américains et Allemands, en y comprenant peut-être les Anglais et les Français. Nous ferons pleinement jouer cette concurrence. Nos responsables iront sur place, jugeront sur pièces et sur la base de démonstrations; nous poserons des conditions strictes comme nous avons posé, en condition première, que l'entreprise générale de la fabrication serait en Suisse, et non à l'étranger comme l'un de nos partenaires voulait nous le suggérer.

Je prends bonne note des suggestions de M. Kunz pour l'avenir et je déclare expressément, encore une fois, que si des circonstances impérieuses ne l'interdisent pas, la fabrication d'un char de conception suisse pour la troisième génération, à partir de 1990, sera décidée – je n'en doute pas – en priorité absolue pour le char suisse, de préférence au modèle étranger. Cependant, je dois réserver des circonstances que je ne puis pas définir dix ou quinze ans à l'avance, cela va sans dire. Mais je puis vous dire que le Conseil fédéral a pris à regret la décision de renoncer à la fabrication d'un char suisse; dès que l'occasion, si peu que ce soit favorable, serait donnée, il sera sans aucun doute prêt à reprendre le problème à sa base.

Quant à l'aspect financier, M. Braunschweig l'a traité. Dans l'état actuel de notre documentation, il nous paraît qu'un char suisse représenterait, pour les exemplaires dont nous avons besoin, un ordre de grandeur de quelque quatre milliards au moins, et qu'une fabrication sous licence devrait, dans l'état actuel de nos appréciations, nous coûter environ un milliard de moins.

Indépendance énergétique: nous avons les réserves nécessaires à une campagne mais sans doute pas pour la guerre de Cent Ans.

Les terrains d'exercice: nous allons entraîner nos avions en Suède, cela n'est pas un mystère, mais il n'est pas question d'aller promener nos régiments blindés sur les terrains d'exercice de l'OTAN ou du Pacte de Varsovie si on nous les offrait, cela va sans dire.

Je me borne, pour terminer, sans parler des coûts supplémentaires qui sont appréciables comme je l'ai dit tout à l'heure, à souligner le fait essentiel du retard où nous plongerait l'obligation de reprendre le développement d'un char suisse et de renoncer, pour l'actuelle tranche, à la fabrication sous licence. Nous sommes déjà en retard. Trois à cinq ans supplémentaires, une distribution à la troupe qui aurait lieu seulement dans les années nonante. Cela signifie un retard fâcheux pour les places de travail de l'industrie, un retard grave par l'état d'infériorité dans lequel nous serions face à nos adversaires potentiels. Ce risque du retard, dans la situation internationale que nous

connaissions, nous n'avons pas le droit de le prendre; c'est une responsabilité que je ne prendrai pas. Je vous demande encore dès lors – je m'adresse aux motionnaires – de convertir les motions en postulats, et si cela n'est pas fait, de rejeter les motions et d'accepter les postulats.

Präsident: Damit ist die Debatte über die Panzerbeschaffungsvorstösse geschlossen.

Motion der unabhängigen und evangelischen Fraktion

Motion du groupe indépendant et évangélique

Präsident: Der Bundesrat ist bereit, die Motion als Postulat entgegenzunehmen. Herr Widmer widersetzt sich dieser Umwandlung.

Abstimmung – Vote

Für die Ueberweisung als Motion	21 Stimmen
Für die Ueberweisung als Postulat	97 Stimmen

Interpellation Kunz

Präsident: Herr Kunz erklärte sich von der Antwort des Bundesrates teilweise befriedigt. Das Geschäft ist damit erledigt.

Motion Oehler

Präsident: Herr Oehler ist mit der Umwandlung in ein Postulat einverstanden. Wird das Postulat Oehler aus der Mitte des Rates bekämpft? – Das ist nicht der Fall. Es ist damit überwiesen.

Motion Reimann

Präsident: Der Bundesrat ist bereit, die Motion Reimann als Postulat entgegenzunehmen. Herr Reimann ist mit dieser Umwandlung nicht einverstanden.

Abstimmung – Vote

Für die Ueberweisung als Motion	42 Stimmen
Für die Ueberweisung als Postulat	90 Stimmen

80.391

**Postulat der freisinnig-demokratischen Fraktion
Panzer. Kampfwertsteigerung**

**Postulat du groupe radical-démocratique
Chars. Augmentation de l'aptitude au combat**

Wortlaut des Postulates vom 20. März 1980

Der Bundesrat wird im Hinblick auf die Verschärfung der internationalen Lage ersucht, die geplante Kampfwertsteigerung unserer Panzer durch Beschaffung von Pfeilmunition (Munition mit erheblich grösserer Durchschlagsleistung), zeitlich vorzuziehen und dem Parlament schon im Jahr 1981, allenfalls ausserhalb des ordentlichen Rüstungsprogramms, eine entsprechende Vorlage zu unterbreiten.

Texte de l'interpellation du 20 mars 1980

Etant donné l'aggravation de la situation internationale, le Conseil fédéral est invité à accélérer le renforcement prévu des performances de combat de nos chars en leur procurant de la munition-flèche (munition à grande puissance de pénétration) et à soumettre au Parlement, en 1981 déjà, éventuellement en dehors du programme ordinaire d'armement, un projet en conséquence.

Sprecher – Porte-parole: Wyss

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Das Vorgehen der Sowjetunion in Afghanistan hat die internationale Lage erheblich verschärft. Diese Verschärfung kann in den kommenden Jahren auch in Europa ihre Auswirkung haben und die Sicherheit der Schweiz beeinträchtigen. Eine wirksame Landesverteidigung ist daher noch wichtiger geworden. In Übereinstimmung mit dem Armeeleitbild 80 bekräftigt der Bundesrat in den Regierungsrichtlinien 1979–1983 zwar seinen Willen, die Panzerabwehr weiter zu verstärken. Wesentliche Massnahmen werden jedoch angesichts der Dringlichkeit der Aufgabe allzuweit hinausgeschoben.

Eine der wirksamsten Panzerabwehrwaffen ist der Panzer selber. Unsere heutigen Panzer sind durchwegs mit einer Kanone vom Kaliber 10,5 Zentimeter ausgerüstet, die mit der zurzeit vorhandenen Munition die Frontpanzerung der neuesten Panzertypen des Warschaupaktes auf normale Einsatzdistanz nicht mehr durchschlägt. Mit Pfeilmunition – einer besonders konstruierten Geschossart mit hoher Durchschlagsleistung – wird das indessen wieder möglich. Die Beschaffung von Pfeilmunition zur Kampfwertsteigerung ist zwar geplant; sie soll jedoch erst mit einem Rüstungsprogramm 1982 beantragt werden. Bis zur Auslieferung an die Truppe vergeht dann nochmals geraume Zeit. Da es im Kriegsfall die wichtigste Aufgabe unserer Panzer ist, gegnerische Angriffspanzer zu vernichten, muss ihre Kanone gegenüber modernsten Panzern auch frontal eine genügende Durchschlagsleistung aufweisen. Andernfalls sinkt ihr Kampfwert erheblich.

Die Beschaffung von Pfeilmunition ist daher dringlich, und es rechtfertigt sich nicht, bis 1982 damit zuzuwarten. Die wenigen Unvollkommenheiten, die bei dem zur Beschaffung vorgesehenen Produkt noch zu beheben sind, dürften sich bei entsprechendem Einsatz in kurzer Zeit beseitigen lassen.

Die FDP-Fraktion fordert daher den Bundesrat auf, das Projekt Pfeilmunition ohne Verzug zur Beschaffungsreife vorantreiben zu lassen und dem Parlament schon 1981 eine entsprechende Vorlage zu unterbreiten. Dabei hat es selbstverständlich die Meinung, dass die übrigen für 1981 geplanten Beschaffungen in keiner Weise tangiert werden.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates

Déclaration écrite du Conseil fédéral

Der Bundesrat ist bereit, das Postulat entgegenzunehmen.

Ueberwiesen – Transmis

80.390

**Postulat der freisinnig-demokratischen Fraktion
«Dragon» für die Landwehr-Infanterie**

**Postulat du groupe radical-démocratique
«Dragon» pour l'infanterie de landwehr**

Wortlaut des Postulates vom 20. März 1980

Der Bundesrat wird im Hinblick auf die Verschärfung der internationalen Lage ersucht, die vorgesehene Beschaffung von Panzerabwehrwaffen «Dragon» für die Landwehrinfanterie zeitlich vorzuziehen und dem Parlament ohne Verzug, wenn möglich noch im laufenden Jahr, neben dem ordentlichen Rüstungsprogramm eine entsprechende Vorlage zu unterbreiten.

Texte du postulat du 20 mars 1980

En raison de l'aggravation de la situation internationale, le Conseil fédéral est invité à avancer la date de l'acquisi-

tion prévue d'engins antichars guidés sol-sol «Dragon» pour l'infanterie de landwehr et de soumettre sans retard aux Chambres fédérales, si possible cette année encore, un projet y relatif en complément du programme d'armement ordinaire.

Sprecher – Porte-parole: Müller-Balsthal

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Das Vorgehen der Sowjetunion in Afghanistan hat die internationale Lage erheblich verschärft. Diese Verschärfung kann in den kommenden Jahren auch in Europa ihre Auswirkung haben und die Sicherheit der Schweiz beeinträchtigen. Eine wirksame Landesverteidigung ist daher noch wichtiger geworden. In Übereinstimmung mit dem Armeeleitbild 80 bekräftigt der Bundesrat in den Regierungsrichtlinien 1979–1983 zwar seinen Willen, die Panzerabwehr weiter zu verstärken. Wesentliche Massnahmen werden jedoch angesichts der Dringlichkeit der Aufgabe allzuweit hinausgeschoben.

So ist namentlich die Beschaffung von Panzerabwehrwaffen «Dragon» für die Landwehrinfanterie in den Grenz-, Festungs- und Reduitbrigaden erst für das Rüstungsprogramm 1981 vorgesehen. Bis zur Einführung bei der Truppe vergeht dann nochmals geraume Zeit. Die infanteristische Panzerabwehr bleibt also bei diesen Verbänden weiterhin im wesentlichen auf das Raketenrohr angewiesen, das weder bezüglich Reichweite noch bezüglich Durchschlagsleistung heutigen Anforderungen genügt. Dieses Ungenügen fällt bei den Grenzbrigaden, welche im Abwehrrisikofeld zuvorderst stehen und teilweise in offenem Gelände kämpfen müssten, ganz besonders nachteilig ins Gewicht.

Die Panzerabwehrwaffe «Dragon» wird zurzeit bei den Auszugsformationen der Infanterie und der Radfahrer eingeführt. Die bisherigen Erfahrungen sind gut. Die Waffe erfüllt die Erwartungen, und die Truppe lernt sehr rasch, sie wirksam einzusetzen. Damit wird auch das da und dort bereits etwas angeschlagene Vertrauen in die eigenen Möglichkeiten der Panzerbekämpfung wiederhergestellt.

Insbesondere bei den Grenztruppen aber, die als erste den Kopf hinhalten müssten, ist man zutiefst darüber beunruhigt, noch jahrelang auf diese wirksame Panzerabwehrwaffe warten zu müssen. Man fragt sich dort, wie man den Auftrag, die grossen Einfallachsen zu sperren und gegebenenfalls den Aufmarsch der Feldarmee zu decken, weiter erfüllen könne. Die für jeden Wehrmann erkennbare Schwäche bei der Panzerabwehr könnte leicht zu einer eigentlichen Vertrauenskrise führen. Wehrwille lässt sich eben nicht einfach mit Worten erzielen; er setzt auch handfeste Wehrmöglichkeit voraus.

Die Panzerabwehrwaffe «Dragon» ist erprobt und in Einführung begriffen. Eine weitere Serie für die Landwehrinfanterie kann ohne lange Abklärungen beschafft werden. Die FDP-Fraktion fordert daher den Bundesrat auf, dem Parlament ohne Verzug, wenn irgendmöglich noch im laufenden Jahr, eine entsprechende Vorlage ausserhalb des Rüstungsprogramms 80 zu unterbreiten. Rasches Handeln drängt sich auch deshalb auf, weil die internationale Lage zu einer Verlängerung der Lieferfristen führen könnte. Dabei hat es selbstverständlich die Meinung, dass die übrigen für 1980 und 1981 geplanten Beschaffungen in keiner Weise tangiert werden.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates

Déclaration écrite du Conseil fédéral

Der Bundesrat ist bereit, das Postulat entgegenzunehmen.

Ueberwiesen – Transmis

Postulat der freisinnig-demokratischen Fraktion Panzer. Kampfwertsteigerung

Postulat du groupe radical-démocratique Chars. Augmentation de l'aptitude au combat

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1980
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	02
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	80.391
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	03.06.1980 - 08:00
Date	
Data	
Seite	466-467
Page	
Pagina	
Ref. No	20 008 570

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.